



# TCHAD

## *Une année en mouvement !*

**Directrice pays :**  
**Sylvaine OUDIN**

Quartier résidentiel BP 428  
Moundou TCHAD

+235/65.84.03.15  
s.oudin@id-ong.org

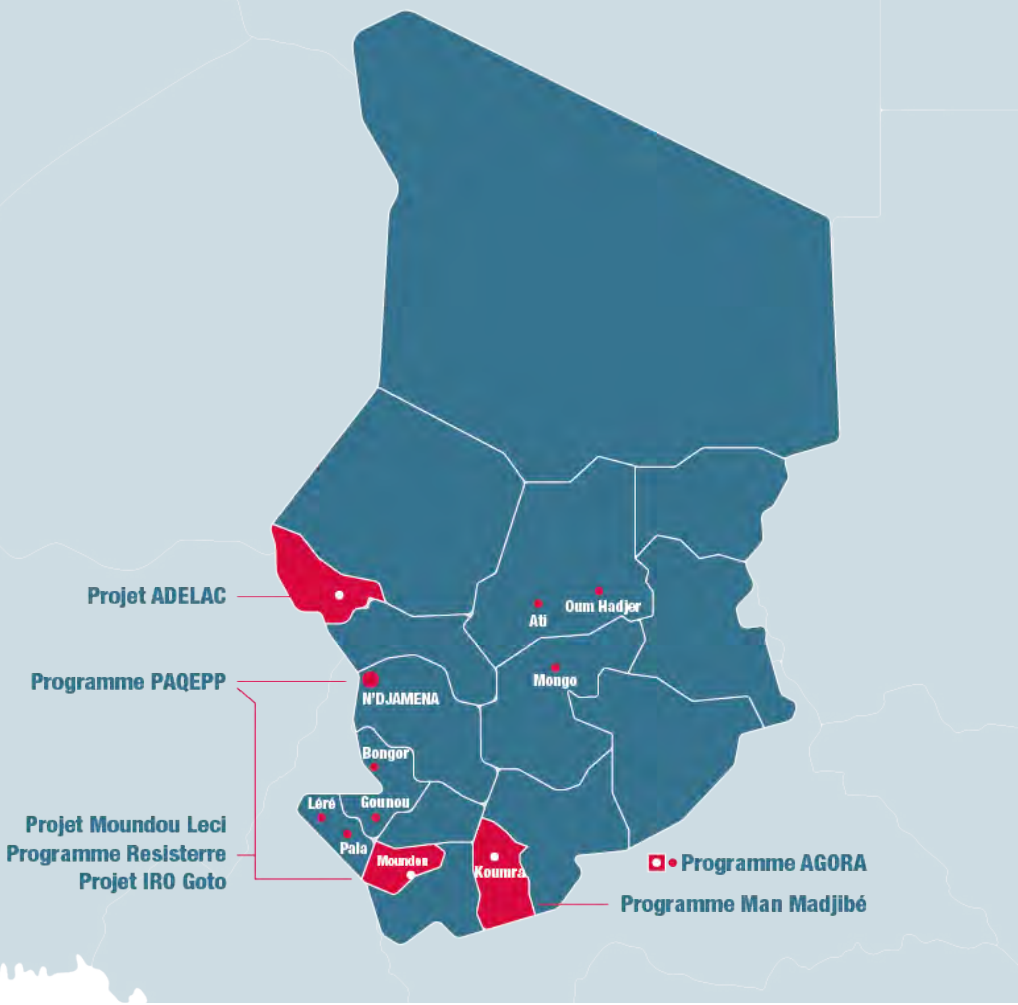
Situé au cœur de l'Afrique et jouissant d'une position géostratégique essentielle, le Tchad reste une zone sensible tant sur le plan des indicateurs du développement humain (le pays reculant dans les classements mondiaux) que sur le plan social et politique. En effet à la suite du décès du Président Idriss Déby Itno en avril 2021, une période de transition de 18 mois s'est ouverte avec un appareil d'Etat aux mains des militaires.

Devant se terminer initialement en octobre 2022, cette phase de transition a été prolongée à la suite du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS). Décidant de la suppression du Conseil Militaire de Transition, le DNIS a également acté le maintien en poste du fils du président défunt, Mahamat Déby Itno jusqu'aux prochaines élections qui pourraient avoir lieu en 2024. Un référendum sur la forme de l'Etat (centralisée, fortement décentralisée, sous forme fédérative) doit être organisé fin 2023 pour déterminer ce que sera la nouvelle Constitution du pays.



Toutefois il faut noter que la fin de la 1ère phase de transition a été marquée par les événements sanglants du 20 octobre 2022 ; ce jour-là l'opposition politique a organisé des marches de protestation sur tout le territoire pour signifier la fin de la transition ; ces manifestations ont provoqué un bilan humain catastrophique avec plus d'une centaine de morts, des centaines d'arrestations et des disparus. Moundou, Koumra, Doba et Ndjamena ont vécu en particulier plusieurs jours de très fortes tensions à la suite de cela, ces tensions ciblant notamment les jeunes.

Les activités d'ID ont ainsi été mises en veille pendant plusieurs jours (tout comme celles des autres ONG), pour évaluer la situation et attendre un retour au calme. La vigilance reste depuis lors de mise, dans un contexte social toujours extrêmement complexe avec des fractures sociales et politiques encore béantes ; ces tensions pouvant affecter une partie de nos activités. Le défi du Tchad sera ainsi de relever les indicateurs de développement, répondre aux enjeux des ODD mais aussi d'asseoir un fonctionnement politique ouvert à tous, démocratique et pacifié.



### ADELAC

2020 - 2024  
385.668 €



### AGORA

2021 - 2025  
1.338.262 €



### IRO GOTO

2021 - 2023  
262.664 €



### PAQEPP

2017 - 2022  
1.576.000 €



### MOUNDOU LECI

2022 - 2025  
489.191 €



### MADJIELEBE/ RST

2021 - 2024  
621.139 €



### PASAM

2020 - 2022  
164.632 €



## PARTENAIRES FINANCIERS



AFD



Union Européenne / FED



SYCTOM



Grand Poitiers eau-assainissement



Grand Poitiers déchets



Saint Omer Agence d'urbanisme



Agence de l'Eau Artois Picardie



Agence de l'eau Loire Bretagne



Région Nouvelle Aquitaine



Ville de Poitiers

### MAN MADJIBE

2022 - 2025  
1.003.576 €



### PASOC

2020 - 2022  
213.917 €



## PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- La Commune de Moundou
- PADIESE (Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Education, Santé et Environnement)
- UFEP (Union des Femmes pour la Paix)
- Le CEFOD - Centre D'étude et de Formation pour le Développement
- L'ATNV – Association Tchadienne pour la Non-Violence
- CCAG - cellule de conseil et d'appui à la gestion

## NOTRE STRATÉGIE

Initiative Développement au Tchad a connu ces dernières années une croissance importante de ses activités et thématiques d'intervention. L'année 2022 n'a pas dérogé à cette dynamique, les équipes ayant bondi de 27 à 41 salariés locaux ; 2022 a aussi été marquée par de nombreux changements ; fermeture et lancement de nouveaux projets se sont succédés à un rythme effréné. ID est aujourd'hui positionné dans ce pays sur presque toutes les thématiques de l'organisation :

- L'éducation, seul pays où ID intervient dans ce domaine, avec le programme PAQEPP qui nous a notamment permis de travailler au niveau institutionnel et au développement d'innovations pédagogiques à l'endroit des acteurs du système ;
- L'eau-assainissement-déchets : thématique importante au Tchad, 2022 a connu de nombreux changements ; plusieurs projets se sont terminés ou lancés en 2022 ; le projet PASAM sur l'assainissement dans la ville de Moundou s'est achevé en 2022, alors qu'en parallèle nous avons lancé, dans le sillage de PLIM clôturé fin 2021, IRO GOTO sur la gestion des déchets et Man Madjibe sur l'accès à l'eau potable et assainissement dans le Mandoul ;



- Les questions changements climatiques avec le programme RESISTERRE pour son volet Madjilebé au Tchad où l'accent cette année, a été mis sur les enjeux forestiers (cartographie, cadre de concertation...) ;
- Les questions portant sur la citoyenneté et territoires : en partenariat avec la Commune de Moundou, sur tout le territoire de la ville par le renforcement des capacités des acteurs (associatifs, communaux, élus...), la maîtrise d'ouvrage communale, la planification locale et la participation citoyenne avec le programme PASOC puis Moundou Leci avec un focus participation des jeunes et les actions de renforcement de capacités des 8 communes du programme AGORA.
- En transversal les approches AOC-MS/ROI se sont développées sur de nombreux programmes : sujet central pour ADELAC avec la mobilisation des acteurs autour des enjeux d'éveil des enfants dans le domaine de la santé et de l'éducation ; mais aussi Madjilebé, Moundou Leci ou encore Man madjibe qui intègrent des activités de renforcement organisationnel et institutionnel auprès d'associations locales et une approche orientée changements appliquée à la mobilisation sociale sur leur thématique respective.

Cette diversité de sujets et d'actions repose en particulier sur le choix d'ID de développer une approche territoriale intégrée qui sera à l'avenir encore plus marquée, tout en mettant l'accent sur le renforcement et la mobilisation des acteurs locaux, les approches portées par le PAR étant particulièrement pertinentes et sources de résultats très positifs au Tchad. Ces deux axes d'intervention sont privilégiés au Tchad et seront encore renforcés à l'avenir.

A noter aussi que l'année 2022 a vu ID au Tchad s'agrandir puisque nous avons maintenant des équipes sur 8 communes à travers le Tchad et une antenne à Koumra appelée à grandir dans les prochaines années.



**TCHAD - Rapport d'activité 2022**

## **NOS PERSPECTIVES**

En 2023 ID va poursuivre sa structuration avec des chantiers transversaux aux programmes notamment pour décliner la politique Ressources Humaines d'ID de manière concrète au Tchad. Deux axes ont été privilégiés : les questions de rémunération et de la politique salariale en général ainsi que la question de la montée en compétence et de la professionnalisation des métiers et personnels.

La structuration passe aussi par le renforcement de la coordination pays qui doit être étoffée pour faire face à la multiplicité des projets et zones d'actions au Tchad. Un poste de volontaire de solidarité internationale a été ouvert fin 2022 pour accompagner cette dynamique d'évolution et d'accroissement. En parallèle nous allons asseoir l'antenne de Koumra qui est aujourd'hui animée par le programme Man Madjibe, des perspectives pourraient s'ouvrir dans le domaine éducatif, de lutte contre les changements climatiques voire sur les enjeux de citoyenneté et territoire. Bref, la recherche de nouveaux partenaires et de nouvelles opportunités bat son plein.

Enfin de nouveaux projets se préparent notamment pour prendre la suite de PLIM et IRO GOTO, de même que nous avons affirmé notre souhait de travailler à une suite PASAM. L'extension à de nouvelles zones n'empêche pas la volonté de poursuivre l'ancrage territorial qu'ID connaît à Moundou, d'autant plus qu'en 2024 nous allons fêter les 20 ans de présence dans le pays de Toumaï.

# IRO GOTO

- 4 594 m<sup>3</sup> des déchets évacués dans l'année
- 54 dépôts sauvages cartographiés
- 8 réunions de suivi du service OPC tenues / 25 OPC en activité



IRO GOTO a été lancé sur les bases du projet PLIM, projet de lutte contre les inondations à Moundou. Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de 13 quartiers centraux, par l'accompagnement des acteurs à la mise en œuvre et au suivi d'un service de gestion et de valorisation des déchets durable et abordable.

Deux Aires de Transit des Ordures Ménagères (ATOM) accueillent 25 Opérateurs de pré-Collecte mobilisés pour l'activité de collecte des déchets en porte à porte. 4594m<sup>3</sup> de déchets ont ainsi été récupérés en 2022 grâce à leur travail quotidien.

Durant l'année 2022, deux formations ont été organisées à l'endroit des opérateurs de pré-collecte pour les

accompagner dans leur métier. Ils ont été formés sur les risques sanitaires, la gestion budgétaire, la gestion clientèle, les techniques de marketing et les impacts environnementaux et sociaux des déchets.

Une vaste opération d'adressage (identification des ménages abonnés par des plaques au portail des maisons) a permis un recensement complet des abonnés mais aussi de réorganiser le système de collecte pour le rendre plus performant. Chacun des 1.600 ménages a ainsi été identifié.

Enfin les premiers travaux ont commencé pour définir des actions de valorisation des déchets verts en compost et de déchets plastiques. Le potentiel de déchets verts semble important pour la ville de Moundou

qui pourrait alors approvisionner ses maraîchers en compost, permettant ainsi d'éliminer les engrais chimiques.

# MAN MADJIBE



11 500 mètres linéaires de canalisation prévus pour l'extension du réseau permettant l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les usagers de Dokassi, Ngabolo, Matekaga et Makaga



123 personnes ont été sensibilisées dont 118 ont participé aux diagnostics participatifs organisés sous forme d'ateliers



Man Madjibé se déroule dans quatre localités semi-urbaines de la province du Mandoul à Koumra (sud du Tchad). Il a été lancé officiellement en juillet 2022. Une première année qui correspond donc, dans un premier temps, à l'installation d'ID à Koumra et la mise en place de l'équipe du programme.

Ce projet vise à renforcer les services publics de l'eau à travers la promotion d'une gouvernance inclusive en vue d'améliorer durablement dans ces localités les conditions d'accès à des services d'eau et d'assainissement adéquates, mais aussi à mobiliser les populations autour d'une dynamique de changement de comportement collectif à travers l'approche orientée changement.

Des diagnostics participatifs ont été réalisés dans chaque localité et ont mis l'accent sur des points forts et faibles, mais aussi des opportunités et des contraintes de la gestion de l'exploitation des Associations des Usagers de l'Eau (AUE).

Pour bien assurer le suivi des performances d'exploitation des Adductions d'Eau Potable (AEP) sur les 4 localités, un outil de suivi mensuel des Indicateurs Objectivement Vérifiables a été mis en place. Entre octobre et décembre 2022, 12 séances de suivi et collecte de données d'exploitation sur les 4 localités (données STEFI) ont été réalisées.

Enfin, en décembre 2022, la démarche AOC a été lancée dans deux

localités (Ngabolo et Matekaga). Il s'agit d'accompagner les acteurs dans une dynamique commune de réflexion et de changement, autour des axes clés tels que la défécation à l'air libre, l'hygiène corporelle, l'hygiène de l'eau puis l'hygiène alimentaire. Ces ateliers ont marqué le point de départ d'une prise de conscience collective, mais aussi individuelle des acteurs impliqués dans la démarche.

# AGORA



- 8 cadres de concertation composés de 48% de femmes et 30% des jeunes
- 39 personnes formées sur les procédures de l'UE dont 11 élus et 28 agents
- 16 services publics prioritaires identifiés
- 4 472 personnes informées sur les PDC des 8 communes dont 1 329 femmes et 1 245 jeunes



Ce nouveau projet démarré à la toute fin 2021 se déroule dans 8 communes du Tchad et vise à renforcer leurs capacités d'action par l'amélioration de la maîtrise d'ouvrage communale et la mise en place de services publics concertés et inclusifs.

De mai à juin 2022, 8 Assistants Techniques ont donc été déployés dans chaque commune. Avant leur installation, ils ont bénéficié d'un séminaire collectif de formation. Du 08 au 12 mars puis du 21 au 27 mars 2022, des missions de lancement des projets ont été organisées respectivement au centre Est (Mongo, Ati et Oum Hadjer) et au Sud (Bongor, Pala, Léré, Gounou Gaya et Koumra) conjointement avec la Coordination du PAG - Programme d'appui à la

Gouvernance phase II et l'équipe de la Délégation de l'Union Européenne. Après ces lancements officiels, les cadres de concertation multi-acteurs ont été redynamisés et formés dans chacune des 8 communes. Ces cadres de concertation ont été reconnus par les collectivités locales et des lignes budgétaires communales ont été allouées pour leur fonctionnement.

Toutes les communes ont été accompagnées à l'animation des ateliers pour identifier les deux services publics qu'ils mettront en œuvre à partir de 2023, cela à travers une priorisation participative au cours desquelles, les groupes les plus vulnérables (jeunes, femmes, handicapés) ont pu s'exprimer.

# ADELAC



211 participants dont 82 femmes mobilisées dans le cadre des focus group



1 jardin scolaire créé



Porté par notre partenaire IRC, le projet ADELAC veut contribuer à créer des conditions favorables pour le développement holistique des jeunes enfants de la naissance jusqu'à la fin du primaire dans le département du Mamdi dans la zone du Lac Tchad. Dans le cadre du consortium, ID est chargé de la mise en œuvre de l'AOC-MS de manière transversale aux thématiques du projet (santé, éducation, éveil de l'enfant).

En 2022 l'AOC-MS a continué sur toutes les zones du projet ADELAC, les focus group par catégories d'acteurs impliqués (parents d'élèves, mamans, matrones, enseignants, agents de santé...) ont été animées par l'équipe sur place pour suivre et encourager les changements.

Le temps fort de l'année a été marqué en décembre 2022 par l'atelier multi acteurs interzones, à savoir le rassemblement de représentants de tous les groupes d'acteurs des 4 zones touchées par l'AOC-MS ; ce sont ainsi 55 personnes qui se sont retrouvées à Bol pour témoigner de leurs changements, les nouvelles pratiques implémentées, les activités portées et les résultats. Ce fut l'occasion aussi de partager ses expériences. Ainsi une matrone a partagé sa stratégie avec les autres matrones sur la façon de sensibiliser les femmes enceintes à la prise de fer ; les APE et AME de Kalali Dolé ont mis en place un jardin scolaire avec leurs propres moyens et ont pu expliquer comment ils s'y étaient pris.



# MADJIELEBE / RST



1250 plants dans la forêt communale de Koutou et 95 acteurs mobilisés dans une dynamique de changements pour la protection de la forêt de Koutou



8 associations membres de l'UFEP ont élaboré chacune un plan de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI)



3 ateliers de forge améliorés



RésiSTerre s'attelle depuis 2021 à travailler sur différents volets : énergie, forêts, renforcement organisationnel des partenaires, approche orientée changement appliquée à la mobilisation sociale et sensibilisations dans le but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations frappées par les changements climatiques et en s'appuyant sur le potentiel de celles et ceux qui agissent à leur échelle.

Sur le volet forêt, plus de 1.000 plants ont été mis en terre à l'été 2022 afin de restaurer la forêt de Koutou à Moundou. Au-delà, une cartographie des espaces forestiers dans le Lac Wey (9 forêts - 282 ha de forêts répertoriés) a été réalisée avec l'appui

des communautés pour identifier les modèles de gestion des ressources forestières.

Dans le domaine de l'accès à l'énergie, Madjilébé a poursuivi son appui à la filière foyers améliorés pour réduire l'utilisation des bois dans les ménages. Les locaux de 3 forgerons ont été améliorés et un nouveau prototype de foyers mixtes bois/biocombustibles a été initié.

En parallèle, l'Union des Femmes de Tilo a bénéficié d'un appui conséquent pour réorganiser et renforcer les équipements de production de biocombustibles, du charbon écologique fabriqué à partir de résidus agricoles.

Huit associations membres de l'UFEP ont par ailleurs défini leur plan de renforcement de l'autonomie et ciblé en fonction de leurs besoins, des formations techniques clés dans les domaines de résilience climatique et des formations pour renforcer leur structuration.

# PAQEPP



Près de 60 000 élèves touchés par le PAQEPP à la rentrée 2022-2023



668 enseignants à la rentrée



4 850 tables bancs équipant nouvellement les salles de classe à Moundou et Ndjamena



Le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Education de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité (PAQEPP) a officiellement démarré en Février 2017 et s'est terminé en décembre 2022. Projet du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion civique, financé par l'AFD, il intervient dans 50 écoles dont 25 pour la zone de Moundou à travers ID et 25 autres écoles pour la zone de Ndjamena à travers notre partenaire PADIÉSE.

2022 a été marquée par une série d'actions de renforcement pédagogique à l'endroit des 700 enseignants et animateurs pédagogiques de la zone du projet : formation en langue française, formation sur le guide de l'évaluation positive, formation sur les

méthodes pédagogiques sensibles au genre, les équipes pédagogiques ont été largement renforcées durant l'année.

L'année s'est achevée par un nouveau programme de réhabilitations de salles de classe et d'équipements en tables-bancs. En effet, si les routines pédagogiques se sont améliorées (fréquentation et assiduité des élèves, présence régulière des enseignants, respect des évaluations...) cela a eu pour effet d'importantes nouvelles inscriptions dans ces écoles, certains établissements ayant doublé d'effectifs entre le début et la fin du projet.

Si on souhaite faire un bilan, on peut dire que le PAQEPP aura construit 125 salles de classe, 177 latrines,

équipé des écoles avec près de 9 500 tables-bancs, 37 500 manuels scolaires, près de 1.000 guides pour les enseignants ; bref la remise aux normes matérielles accompagnée par un important volume d'appui pédagogique aura permis de renforcer de manière sensible la qualité de l'éducation primaire.

# MOUNDOU LECI



Identification des OSC : 25 OSC identifiés dont 21 femmes et 24 hommes



Atelier vision : participants 29 femmes et 36 hommes



Formation équipe à l'AOC : 2 femmes et 6 hommes



Focus group préparatoire AOC : 5 OSC dont 31 femmes et 25 garçons



Dans le cadre de la convention programme ACTIF, le projet Moundou Leci a démarré en novembre 2022 avec des activités d'identification des associations de jeunes filles et garçons, l'animation de focus group autour de la problématique de la participation des jeunes aux espaces de décision et un atelier « vision et changement », méthodologie de l'Approche Orientée changement appliquée à la mobilisation sociale, propre à ID.

Pour ce nouveau programme, ID a initié un nouveau partenariat avec l'Association Tchadienne pour la Non-Violence (ATNV), œuvrant depuis de nombreuses années à la promotion de la citoyenneté chez les

jeunes ; cette fois encore la mairie de Moundou accompagne ID dans le cadre de l'élaboration de son plan de développement communal avec la volonté de mieux intégrer les problématiques jeunesse dans les actions de développement.

ID vise donc par toutes ces actions, à contribuer au processus de développement territorial par l'implication des jeunes notamment des jeunes filles ; pour cela le renforcement du pouvoir d'agir et des compétences des jeunes de la commune de Moundou, l'accès au numérique comme outil de participation citoyenne ou encore le soutien aux initiatives portées par des jeunes seront autant de portes d'entrée pour les prochaines années.

# PASAM



34 692 habitants ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques d'hygiène-assainissement, soit 15% du territoire communal touchés par les actions du projet



4 latrines de 2 blocs ont été construites dans 3 quartiers



3 micro-projets menés : construction d'une latrine de 4 blocs et d'un mini château, appui à la réhabilitation et gestion de 14 points d'eau (pmh)



Achévé en avril 2022 après 18 mois d'activités, le PASAM a permis de définir un scénario de développement des services de l'assainissement à l'échelle de la ville, former les équipes communales, mettre en place un dispositif innovant de mobilisation des acteurs locaux sur une méthodologie d'Approche Orientée Changement (AOC) et d'accompagner des micro-projets améliorant les conditions d'hygiène et d'assainissement.

Associant la commune de Moundou et notamment ses services techniques, le projet PASAM a enregistré des résultats intéressants. L'approche AOC a été un levier important dans la réalisation des activités, pour les sensibilisations et la lutte contre la défécation à l'air libre ainsi que pour

les actions de nettoyage et de curage des caniveaux.

La construction des latrines publiques a apporté une contribution importante pour limiter le phénomène de défécation à l'air libre. Il est à noter que c'est sur la base d'un appel à projet à destination des OSC que la construction de ces latrines a été identifiée, financée, gérée et suivie via un comité d'accompagnement et de sélection intégrant la mairie et le comité de développement de l'arrondissement. Pour s'assurer de l'intérêt de ces actions par la population, les habitants y ont contribué financièrement à hauteur de 5%.

De même, la réalisation d'un diagnostic détaillé de la gestion des toi-

lettes publiques et communautaires à Moundou a entraîné chez les acteurs une prise de conscience pour la gestion des toilettes publiques.

Une étude de faisabilité a enfin été conçue pour mettre en place un service basique de gestion des boues de vidange.

Bref l'ensemble des outils de pilotage des actions d'assainissement dans la ville de Moundou ont ainsi été élaborés donnant à voir une situation à la fois pleine d'enjeux mais aussi d'actions à mettre en œuvre.

# PASOC

- 9 hangars améliorés, 105 tables bancs et 14 points d'eau réhabilités
- Plus de 200 personnes formées et coachées pour la mise en œuvre de leurs projets
- 29 actions d'éducation citoyenne menées



A la suite du programme KOMNAND 3 financé par l'AFD, ID et la Mairie de Moundou ont bénéficié d'un financement de la Délégation de l'Union Européenne par l'entremise du PASOC- Programme d'appui à la société civile- pour encourager la société civile, notamment les jeunes et les femmes à participer aux actions de développement et activités citoyennes. Avec la mise à disposition de subventions, 16 organisations de la société civile à Moundou ont pu mettre en œuvre des projets contribuant à la réalisation du Plan de Développement communal.

Chacune d'elles a ainsi reçu environ 4 millions de Francs CFA soit 6.000 € pour réaliser des actions concrètes.

Cela a permis de construire 9 hangars améliorés pour des écoles de la périphérie de Moundou ; 3 écoles prioritaires ont été équipées de 105 tables bancs et 14 points d'eau ont été réhabilités dans le 4e arrondissement de Moundou.

La remise de subventions a été accompagnée d'un processus de formation puis de coaching porté par l'équipe d'ID.

Lors de l'atelier final de capitalisation en avril 2022, les acteurs ont pu se féliciter d'avoir grandi et d'avoir pu contribuer à leur niveau au développement de la commune.

## Focus

# Le service déchets, une opportunité sociale, économique et environnementale

« Je suis fier d'être un Opérateur de Pré-collecte des déchets dans les ménages du quartier Gueldjem II, mon travail est apprécié par mes clients par des communications de bouche à oreille. J'étais un OPC informel avec un chariot aménagé avec des morceaux des tôles récupérées. Après mon intégration en mai 2021 comme OPC formel, j'ai commencé avec 15 clients et progressivement je me retrouve aujourd'hui avec 150 abonnés. Mensuellement, après le paiement des taxes, je me retrouve en moyenne avec 120 000 FCFA de revenu.

Avec celui-ci, je m'occupe de ma petite famille, j'assure la scolarité de mes quatre enfants. Le cumul de mes économies m'a permis d'acheter un lopin de terre pour mes progénitures après deux ans d'exercice du métier d'OPC. Cette activité me permet d'être plus indépendant financièrement que le poste de garçon de salle à l'hôpital que j'occupais par le passé. Le respect de mon calendrier de pré-collecte me permet de gagner la confiance de mes clients et ceux-ci font la promotion de mon service auprès des voisins».

BENGUERENG CLEMENT, 48 ans révolus, OPC du quartier Gueldjem II



## L'évolution du partenariat

# Un partenariat de longue date renouvelé et redynamisé

« Le partenariat entre Initiative Développement et la Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion remonte à 2010. Entre temps, c'était une collaboration simple basée sur les petites prestations allant de l'organisation à la formation des Comités de Gestion des Points d'Eau autour des Pompes à Motricité Humaine de Moundou et la réalisation des Adductions d'Eau Potable de Doumbour II et Doumbour I avec la mise en place des deux Associations des Usagers de l'Eau, leur formation et accompagnement pendant deux ans (...).

Une convention de partenariat avec la CCAG a été élaborée en 2016 lors du projet « consolidation du service public de l'eau dans les régions sud du Tchad » (SPE). La convention s'est terminée en même temps que la fin du projet en 2019. Malheureusement en raison du contexte sanitaire dû au COVID 19 en 2020 et suite aux mesures prises par les autorités tchadiennes, les activités n'ont pu se dérouler comme il se doit.

Dans le cadre du programme Man Madjibé, je peux dire qu'il y a une nette évolution en termes d'implication de la CCAG dans les activités mises en œuvre. C'est un programme conséquent avec des innovations très intéressantes, telle la mise en place d'un cadre favorable en vue de la gestion intégrée des ressources en eau. La prise en compte des enjeux de genre, de changement climatique, et de jeunesse est une réelle plus-value aux communautés concernées. L'engouement et la détermination des bénéficiaires constatés sur ce projet nous laissent croire qu'ils sont déterminés à la professionnalisation des services d'eau et d'assainissement dans leurs localités.»

Ngaryanouba NANGADOUMNGUE, Responsable technique de la CCAG

